Document generated on 10/12/2024 3:18 a.m.

Études internationales

Auguste, Marcel B. et Claude B. *La participation étrangère à l'expédition française de Saint-Domingue.* Québec, Claude et Marcel Bonaparte Auguste, 1980, 163 p.

Gilles Vandal

Volume 12, Number 2, 1981

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701212ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701212ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Vandal, G. (1981). Review of [Auguste, Marcel B. et Claude B. *La participation étrangère à l'expédition française de Saint-Domingue.* Québec, Claude et Marcel Bonaparte Auguste, 1980, 163 p.] *Études internationales*, *12*(2), 414–415. https://doi.org/10.7202/701212ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1981

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

AUGUSTE, Marcel B. et Claude B. *La participation étrangère à l'expédition française de Saint-Domingue.* Québec, Claude et Marcel Bonaparte Auguste, 1980, 163 p.

Ce livre replace l'expédition française de 1801 à Saint-Domingue dans le contexte international entourant les négociations de la paix d'Amiens et décrit la complicité des grandes puissances européennes face à la tentative de Napoléon pour écraser la jeune république noire et restaurer l'esclavage à Haïti. Aussi les deux auteurs analysent-ils les différents moyens de pression et techniques de persuasion utilisés par le gouvernement français pour forcer les différentes puissances européennes et les États-Unis à participer activement ou à adopter une neutralité bienveillante vis-à-vis de son intervention à Saint-Domingue.

Les auteurs ont divisé leur étude en cinq parties. Dans un premier temps, ils décrivent le conditionnement psychologique exercé par Talleyrand et ses agents sur les autorités espagnoles pour les amener à croire qu'il était de leur intérêt vital de participer à une croisade des peuples civilisés contre Saint-Domingue, ce foyer de désordre et de rébellion qui menaçait d'enflammer toute l'Amérique. Les auteurs s'attardent ensuite à montrer les efforts et les pressions exercés par la diplomatie française pour amener les États-Unis et la Grande Bretagne non seulement à adopter une attitude de neutralité bienveillante mais aussi à rompre avec Toussaint Louverture. Finalement, les trois dernières parties de l'étude comporte une analyse de la participation hollandaise, espagnole, allemande et polonaise tant au niveau militaire que monétaire et logistique.

Ce livre, écrit dans un style sobre qui évite les envolées rhétoriques, représente un apport appréciable à l'histoire des relations internationales sous le consulat et à l'histoire d'Haïti en particulier. Les auteurs démontrent avec justesse non seulement la collusion des grandes puissances face à la tentative française d'écraser la rébellion à Haïti, mais présentent aussi une analyse du fonctionnement de la diplomatie française sous Napoléon et de sa capacité de forcer les gouvernements alliés à participer à ses aventures militaires.

Cette étude, malgré son évaluation judicieuse des événements et de l'attitude des différentes puissances et en dépit de la quantité et de la qualité des faits présentés, manque de profondeur au niveau de l'analyse historique et se situe davantage au niveau d'une oeuvre de vulgarisation. Cette faiblesse majeure découle en partie du nombre limité de sources utilisées par les auteurs. En effet, bien qu'elles aient été utilisées à bon escient, cette étude se limite uniquement aux archives françaises. Plusieurs aspects importants, particulièrement en ce qui concerne le rôle joué par l'Espagne ou les attitudes adoptées respectivement par les États-Unis et la Grande-Bretagne, auraient été plus adéquatement traitées si les auteurs avaient consulté les archives diplomatiques et militaires espagnoles, les papiers personnels des présidents Jefferson et Madison, et les archives du Colonial Office, du Foreign Office et du Public Record de la Grande-Bretagne. Cette étude devient ainsi trop dépendante des archives françaises dans son interprétation des événements et de l'attitude des différentes puissances impliquées. Il est pour le moins surprenant que les auteurs ne mentionnent pas l'étude classique de J. Saintoyant sur la colonisation française pendant la Révolution et l'Empire ainsi que l'oeuvre d'A. Martial, *Histoire de l'expédition des français à Saint-Domingue sous le consulat de Napoléon Bonaparte.* Il est de plus surprenant que plusieurs études américaines, entre autres celle de C.L.R. James, *The Black Jacobins*, celle de R.W. Logan, *The Diplomatic Relations of the United States With Haïti, 1776-1891*, et celle de Ludwell L. Montague, *Haïti and the United States, 1714-1938*, aient été complètement ignorées.

En résumé, les auteurs ont réussi à dresser un tableau succinct mais assez exact de la complicité des puissances européennes et des États-Unis dans la tentative française d'écraser la rébellion à Haïti. Cependant, cette étude,

malgré la prétention des auteurs, manque parfois de profondeur dans son analyse historique, mais représente quand même un apport appréciable à la connaissance de cette période pour l'historien ou le public en général non familier avec l'histoire d'Haïti.

Gilles VANDAL

Département d'histoire
Université de Sherbrooke

BOURGI, Robert, *Le Général De Gaulle et l'Afrique noire (1940-1969),* Paris - Abidjan, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence - Nouvelles Éditions africaines, 1980, 523 p.

Voici un ouvrage bien, peut-être trop, documenté, sérieux, ayant certainement demandé beaucoup de travail, de recherches et de temps... et qui passe essentiellement à côté de son sujet.

Ce n'est pas tant une étude qu'un panégyrique du Général. Je ne vois aucune objection à ce qu'on admire celui-ci; encore faut-il que l'admiration ne rende pas aveugle. La presque totalité de la documentation de M. Bourgi vient des ouvrages de de Gaulle, des souvenirs des « compagnons », des archives du RPF (Rassemblement du Peuple français); donc uniquement des sources gaullistes. M. Bourgi semble être tombé dans le piège de l'Histoire racontée par les vainqueurs. J'ai toujours cru que les « Commentaires sur la guerre des Gaules » auraient eu une moindre portée si Vercingétorix avait pu, comme César, donner sa version.

Je puis affirmer, pour avoir vécu en Afrique les années menant de l'Empire français aux indépendances, que la présentation de M. Bourgi est partiale, ce que je puis comprendre, mais aussi incomplète, ce qui est plus grave.

Mais je veux, tout d'abord, signaler quelques inexactitudes assez surprenantes:

- Page 70 - « Les Gouverneurs de territoire devaient consulter obligatoirement le Gouverneur Général avant d'arrêter toute décision influant sur la vie du territoire dont ils avaient la charge ». C'est faux: il y avait une répartition des compétences, donnant certes une primauté au Gouverneur Général, mais primauté tenant compte de pouvoirs propres des Gouverneurs. D'ailleurs une centralisation aussi poussée que celle mentionnée par M. Bourgi aurait été irréalisable en pratique, compte tenu des distances et des moyens de communication d'alors.

- Page 148 - « Le 16 janvier 1947, Vincent Auriol devient le premier président de la 4e République; à cette date quatre hommes s'étaient succédé à la Présidence du Conseil: Gouin - Bidault - Blum - Ramadier. Or il ne s'agissait pas de Présidents du Conseil, mais de Présidents du Gouvernement provisoire de la République Française; il y en eut quatre: de Gaulle - Gouin - Bidault - Blum. Ce n'est qu'après son élection que Vincent Auriol proposa à l'Assemblée Nationale l'investiture de Paul Ramadier qui devint le Premier Président du Conseil de la 4e République.

- Page 218 - Monsieur Roland Pré, Gouverneur de la Guinée de 1948 à 1951, est qualifié de Haut-Commissaire. Cette appellation ne fut employée que 10 ans après, sous le régime de la Communauté.

- Page 291 - Le Gouverneur Geay succède en Côte d'Ivoire au Gouverneur Péchoux; mais, page 308: le Gouverneur Bailly avait remplacé le Gouverneur Péchoux...

Quant au fond, je regrette que l'auteur ait consacré tellement de pages primo à la doctrine du RPF, secundo (150 p.) aux aspects techniques de la coopération franco-africaine. Cette dernière partie l'amène même à sortir du cadre gaullien, puisque mentionnant, entre autres, les accords franco-mauritaniens du 17 février 1973...

Mais il y a plus grave. La passion gaulliste de M. Bourgi lui fait commettre deux erreurs de jugement: l'une sur l'influence du RPF, l'autre sur la pensée gaullienne.

Le RPF n'a eu qu'une action temporaire et limitée. L'ensemble des populations, européenne et africaine, n'avait qu'un désir: vivre calmement. Et je m'étonne de voir reprise, par M. Bourgi, p. 50, l'allégation que les administrateurs et militaires étaient en majorité fascistes. C'est l'avis d'un communiste notoire,